

Zeitschrift: Das Rote Kreuz : offizielles Organ des Schweizerischen Centralvereins vom Roten Kreuz, des Schweiz. Militärsanitätsvereins und des Samariterbundes

Herausgeber: Schweizerischer Centralverein vom Roten Kreuz

Band: 36 (1928)

Heft: 10

Artikel: Le pansement individuel militaire et les cartouches à pansements des samaritains suisses

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-974064>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

nötigen Sachkenntnis und Objektivität. Diese müssen auch imstande sein, das Publikum zu erziehen und über das richtige Verhalten bei Gasangriffen zu orientieren zur Verhütung einer Panik.

Ausbildung und Bereitstellung des für die erste Hilfeleistung in Betracht kommenden Personals, sowie von Personal, das imstande ist, allfällige gasverseuchte Gegenden (Straßen, Plätze und dergl.) rasch wieder benutzbar zu machen. Bereitstellung des hierfür nötigen Materials am richtigen Ort.

Organisation und Einrichtung von gas-sicheren Unterständen, sowie von Lokalen und Spitälern, in denen allfällig Gasvergifteten die erste sowie auch nachher die definitive Behandlung zuteil werden kann. Sorge für die nötigen Transportmittel und das zu deren Bedienung notwendige Personal.

Bei diesen letztern Aufgaben kann natürlich nicht nach einem Schema vorgegangen werden, sondern es ist dem Umstand Rechnung zu tragen, daß nie alle Teile eines Landes den sogenannten Gasangriffen in gleichem Maße ausgesetzt sind. Manches wird erfahrungsgemäß in der Hauptsache nur für größere Ortschaften oder für Dertlichkeiten von besonderer Wichtigkeit in Betracht zu ziehen sein. Das zu überlegen, ist jedenfalls Sache dieser nationalen « Commissions mixtes », die im übrigen selbstverständlich in engem Kontakt mit der betreffenden Landesregierung die ihnen überbundenen Arbeiten durchzuführen hätten.

So hätten wir in möglichster Kürze und in Beschränkung auf die wichtigsten Punkte die projektierte Rolle des internationalen Komitees vom Roten Kreuz in dieser Ange-

legenheit dargelegt unter Erwähnung der Bedeutung der ihm zugeteilten internationalen Expertenkommission. In gleicher Weise wären auch die Aufgaben der nationalen Gesellschaften vom Roten Kreuz in dieser Beziehung skizziert, Aufgaben, für deren Durchführung die nationalen » Commissions mixtes « zu ernennen wären.

Aus allem, was in der Angelegenheit „Maßnahmen zum Schutz der Zivilbevölkerung gegen den chemischen Krieg“ bis jetzt geschehen ist, müssen wir schließen, daß dort, wo die Sache zur Sprache kam, man sich der ganzen Angelegenheit gegenüber keineswegs gleichgültig verhielt. Das Vorkommnis von diesem Sommer in Hamburg, wo Phosgenbehälter explodierten und eine in keiner Weise auf solche Dinge vorbereitete städtische Zivilbevölkerung plötzlich dem sehr giftigen Gase ausgesetzt war, hat gezeigt, daß die oben geschilderten Vorbereitungen gelegentlich auch zu Friedenszeiten von Nutzen sein können. Soviel wir wissen, sind denn auch schon von seiten einiger Staaten die ersten Schritte zur Durchführung des Schutzes gegen den chemischen Krieg getan worden. Sodann soll noch in diesem Monat anlässlich der XIII. Konferenz des internationalen Roten Kreuzes im Haag das Thema „Rotes Kreuz und Schutz der Zivilbevölkerung gegen den chemischen Krieg“ eingehend besprochen werden. In einem spätern Bericht können wir also voraussichtlich über diese Verhandlungen orientieren, und vielleicht kann man bis dann auch etwas sagen über die Einstellung unserer Behörden zu der ganzen Frage und über die Art des Vorgehens zur Etablierung der « Commissions mixtes » in unserem Land.

Le pansement individuel militaire et les cartouches à pansements des samaritains suisses.

La Commission de standardisation du matériel sanitaire, instituée par le Comité

international de la Croix-Rouge, a eu à donner son appréciation sur le paquet de

pansement individuel et à présenter des propositions sur le pansement qui lui paraît devoir être recommandé et dont l'usage devrait se généraliser. La Commission a donc étudié les divers paquets de pansements en usage dans les armées et, dans un rapport circonstancié, elle a publié les résultats de ses recherches. Ce rapport d'une centaine de pages a été reproduit dans le n° 116 de la *Revue de la Croix-Rouge*. Nous sommes heureux de constater que c'est le paquet de pansement de l'armée suisse qui semble être le plus efficace, et ce pansement idéal est le même — à l'exception de son enveloppe extérieure — que celui fourni par la Croix-Rouge aux sociétés de samaritains du pays.

Avant 1900, on se servait de préférence d'un pansement imbibé de iodoforme, mais on a bientôt constaté qu'imprégné de cette substance, le pansement présentait de nombreux inconvénients et qu'il ne se conservait pas d'une façon durable. Dès le commencement de ce siècle, des expériences concluantes ont été faites en Suisse avec le *vioforme*, et c'est avec ce produit chimique que nos paquets sont imprégnés depuis 1904.

Voyons un peu quelles sont les conditions que doit remplir un paquet de pansement destiné à être remis au soldat ou au samaritain dans le but de permettre aux uns et aux autres de poser un pansement de premier secours, un pansement d'urgence. Il doit réaliser une désinfection précoce et éviter toute contamination secondaire. Il doit donc être stérile et avoir un pouvoir désinfectant d'autant plus utile que les plaies de guerre — comme les autres — présentent presque toujours des germes pathogènes divers et dangereux qu'il est nécessaire de combattre le plus vite possible. On ne peut pas se contenter d'un pansement simplement aseptique, ce serait insuffisant.

«.....D'ailleurs, comment parler d'asepsie quand médecins, infirmiers, blessés vivent dans la boue, quand leurs mains, leurs vêtements sont souillés au maximum, les locaux où ils opèrent encombrés par l'afflux des blessés ou des passants qui viennent y attendre la fin d'une rafale?

Sous couleur de faire un pansement aseptique, on apporte tout simplement un appréciable renfort aux nombreux germes qui, amenés par les éclats de projectiles ou les corps étrangers, souillent déjà les plaies du patient.

Lorsque le brancardier arrive auprès du blessé et lui applique le premier pansement, peut-on demander au brancardier qui ramasse dans la boue ou la poussière le blessé qu'il va transporter, après être parvenu auprès de lui, après une gymnastique forcée et maints platventre, d'avoir les mains aseptiques ou simplement propres? Et, cependant, il lui faut agir pour immobiliser avec des moyens de fortune cette fracture ballante qui rendrait, sans cela, le transport intolérable: cette plaie saigne, il faut essayer d'y remédier: un pansement aseptique appliqué dans de telles conditions serait non seulement inagissant, il serait encore dangereux.

Il n'est pas douteux que le paquet de pansement délivré à chaque officier et soldat rend d'immenses services en temps de guerre. Mais la nature des plaies souvent contuses, telles que celles qui sont déterminées par les éclats de shrapnel et leur contamination par les germes de la peau, des vêtements, des poussières, de la terre, voire même par les excréments du blessé, ne permettent pas toujours de considérer comme suffisant le premier pansement simplement aseptique qui est appliqué sur le front ou en arrière de la ligne de feu.»

(Rapport du prof. Demolis, expert de la Commission de standardisation.)

Ce qu'on vient de lire est l'évidence même, aussi l'*antiseptie* pour le pansement d'urgence reprend tous ses droits. Elle doit, dans la mesure du possible, renforcer la défense locale des plaies infectées, arrêter la propagation de la flore microbienne, tout en ne nuisant pas aux cellules si délicates des tissus lacérés, mais leur aider en quelque sorte à détruire les microbes qui pullulent dans les blessures infectées. L'antiseptique idéal doit donc être inoffensif, non toxique pour les cellules des tissus, non irritant, non caustique. Il doit être chimiquement stable, stérilisable sans décomposition par la chaleur. Son pouvoir bactéricide ne doit pas être diminué par les sérosités provenant de la plaie.

Parmi les substances chimiques qui peuvent satisfaire à ces exigences, on ne

connaît guère que le vioforme. Le vioforme est une poudre jaunâtre contenant 40 % de iode. Sous l'action des sécrétions d'une blessure, l'iode se dégage lentement. Son action bactéricide est évidente. Le vioforme n'a pas d'odeur, il ne s'altère pas, il n'est point toxique ni nuisible aux tissus; son action antiseptique est durable, en outre il est facilement stérilisable à une température de 110°.

Il est réjouissant de savoir que notre paquet de pansement militaire suisse et les cartouches à pansements délivrées à nos sociétés de samaritains sont des objets hautement appréciés par la Commission de standardisation, parce qu'ils semblent être réellement ce qu'on a présenté de mieux pour servir de pansement lors des secours d'urgence. D^r Ml.

Geleges-Referendum. Kurpfuscherei und Humor.

Der „Schweiz. Ärztezeitung“ entnehmen wir nachstehende fröhliche Erzählung ihres Redaktors Trieb. (Red.)

Die Firma Schönenberger-Seiler in Herisau versendet soeben in einer Auflage von 700 000 Stück die Gratisnummer 1 ihrer neuen Zeitschrift mit einem Aufruf an das Schweizervolk um Unterzeichnung von Referendumsbogen gegen das Tuberkulosegesetz. Unterschriftenjammler erhalten pro Unterschrift 2 Rappen. „Heilkunde“ heißt der neue zweifarbige Stern am Zeitungshimmel, Fr. 4 soll das Abonnement kosten.

Der Mann muß Geld verdienen. Wenn ich die Selbstkosten des 32 Seiten starken Heftes mit 10 Centimes, die Portospesen mit 3 Centimes berechne, so ergibt sich auf Grund der Auflage ein Kostenpunkt von 91 000 Schweizerfranken. Das grenzt bereits an

großzügige Reklame und ließe auf eine von guten Eltern stammende Gewinnmarche schließen, wenn uns Herr Schönenberger nicht in seiner Broschüre eines besseren belehren würde.

„Cherubimol“ oder „Erlöser“ heißt das absolut sicher wirkende Heilmittel der Firma Schönenberger-Seiler gegen die Tuberkulose.

Herr Schönenberger verfügt jedenfalls neben anerkannter Geschäftstüchtigkeit auch über einen gesunden Humor, ansonst hätte er das Produkt seiner Geistesarbeit wohl kaum „Erlöser“ genannt, erlöst er doch den Gutgläubigen von seinen überzähligen Fünfliebern und den Wurzelgraber von den zu „Mindestlöhnen“ ausgegrabenen Wurzeln.

Herr Schönenberger ist aber nicht nur geschäftstüchtig und humorvoll, sondern auch ein Menschenfreund. Wir können dies von ihm selbst hören: „Auch die Heilkunst muß